

Rude semaine en Corée du Sud, entre tragédie à Itaewon et provocations nord-coréennes

Jean-Yves Colin

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Rude semaine en Corée du Sud, entre tragédie à Itaewon et provocations nord-coréennes

Jean-Yves Colin

8 novembre 2022

La dernière semaine a été particulièrement rude pour la Corée du Sud mais aussi pour le Président Yoon Suk-yeol et son gouvernement. Elle a débuté par une tragique bousculade dans d'étroites ruelles (3 à 4 mètres de large) du quartier Itaewon de Seoul, qui a abouti à la mort de 156 personnes dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 octobre lors d'un rassemblement festif et non-encadré d'environ 100 000 jeunes gens pour célébrer Halloween. Elle s'est poursuivie dès le mercredi 2 novembre par une salve de missiles nord-coréens, de tirs de batteries de canons et de vols suspects d'avions, avec en réaction des tirs de missiles par l'armée sud-coréenne.

La tragédie d'Itaewon a ébranlé la présidence, le gouvernement et la police sud-coréenne. Lors d'une cérémonie de recueillement bouddhiste qui s'est tenue le 4 novembre, à la veille du terme du deuil officiel, le Président Yoon a déclaré : « Je suis tout à fait conscient que, aussi profondes que soient notre peine et nos regrets, moi et le gouvernement avons une grande responsabilité pour tirer d'une façon responsable les conséquences de cet accident et prévenir qu'une telle tragédie ne se reproduise pas de nouveau ». Tôt le matin du dimanche, il s'était rendu sur le site du drame et avait fait des premières déclarations. D'autres responsables, notamment le ministre de l'Intérieur, ceux de la police et le Maire de Seoul, ont ensuite fait part de leurs regrets et condoléances et reconnu que les mesures de sécurité n'étaient pas adéquates.

Dès les premiers chiffres de décès, les critiques ont fusé envers les moyens policiers mis en œuvre pour surveiller la foule (à peine 200 policiers) et ses objectifs (non pas le bon déroulement du rassemblement mais les risques liés à des vols éventuels, à des agressions sexuelles et à la drogue). De fait les autorités municipales et policières, celles de Seoul et de l'arrondissement de Yongsan, ont complètement sous-estimé l'ampleur de ce rassemblement et le désir de la jeunesse de Séoul à s'amuser après des mois de règles strictes anti-Covid. Le Maire de Seoul Oh Se-hoon était alors en voyage en Europe et l'a écourté pour rentrer en Corée ; le chef de l'Agence Nationale de Police, alors en province, s'était calmement couché vers 23 h et a dû rentrer en urgence sur un appel du Président en vue d'une réunion au milieu de la nuit. Cette situation a rapidement déclenché de la part de l'opposition des observations critiques ; un des responsables du Parti démocratique a ainsi indiqué que cette tragédie était le « fait des hommes » et au sein même du camp présidentiel, certains ont condamné de premières déclarations maladroitement, cherchant à justifier le faible encadrement policier. Les données transmises par l'Agence de la Police Métropolitaine de Seoul à un parlementaire du Parti démocratique ont souligné les délais d'arrivée des unités de police : après un premier appel à une force de police à 22h15, la première unité n'est arrivée que près d'une heure

trente plus tard et la dernière à 1h15 ; le chaos qui a suivi la bousculade et l'étroitesse des rues expliquent en partie ces délais. L'opinion publique a été profondément choquée par ces circonstances et le nombre de morts (156), parmi lesquelles 98 femmes et 103 personnes de moins de 30 ans dont quelques lycéens ; en outre près de 150 ont été blessées et plus d'une trentaine sont dans un état grave ; enfin une vingtaine d'étrangers dont un Français y sont morts. L'impéritie des autorités est d'autant moins comprise que si la foule du samedi 29 au soir était élevée, les week-ends de Halloween à Itaewon y sont généralement caractérisés par une fréquentation importante, variant entre 60 000 et 80 000 personnes, avant même crise du Covid-19, et qu'Itaewon est depuis longtemps un lieu festif pour la jeunesse de Seoul, notamment pour la communauté « gay ». Une manifestation de près de 100 000 personnes le samedi 5 dans l'artère principale de Seoul a montré l'émoi et la colère de la population.

Cette bousculade, accident pour les uns, catastrophe pour les autres, vient en écho du naufrage du Sewol en avril 2014 au cours duquel 304 passagers, en grande majorité des lycéens, et membres d'équipage ont péri. A cette époque les autorités ont été violemment critiquées pour leur manque de supervision et de sécurité maritime, tout comme l'équipage a été accusé d'avoir abandonné le navire. Ce naufrage avait conduit à mettre en cause le gouvernement ; le Premier Ministre avait démissionné ; la Présidente Park Geun-hye avait ensuite été la cible des critiques et d'une opinion publique hostile, qui a été amplifiée par le scandale relatif à sa conseillère et a conduit à son départ du pouvoir.

La vie politique sud-coréenne est ainsi jalonnée par des catastrophes, aujourd'hui la tragédie à Itaewon, auparavant celle du Sewol ou encore celle survenue dans un grand magasin lors de la première présidence démocratique, celle de Kim Young-san. Au-delà des événements eux-mêmes, ces catastrophes ont impacté cette vie politique et accru les tensions entre majorité et opposition.

Le Président Yoon avait à peine commencé à se saisir des conséquences de la bousculade d'Itaewon qu'il a dû faire face à de nouvelles provocations nord-coréennes. Celles-ci se sont déroulées chaque jour de la semaine sous la forme de plus d'une vingtaine de tirs de missiles à courte portée, d'un missile balistique qui a déclenché au Japon une nouvelle alerte bien que son mauvais fonctionnement l'ait vu s'abîmer hors des eaux nippones, et du vol suspect d'environ 180 avions nord-coréens. Conformément aux engagements de sa campagne présidentielle, le Président Yoon a réagi par des tirs de missiles et en liaison avec les autorités américaines, par un allongement et un renforcement de l'exercice militaire conjoint en cours (« Tempête Vigilante »), comportant le déploiement de bombardiers stratégiques B-1B, pour la première fois depuis 2017, et d'avions furtifs F-35A. Les Etats-Unis ont demandé au Conseil de Sécurité des Nations Unies de sanctionner la Corée du Nord mais la Chine et la Russie s'y sont opposées. A signaler par ailleurs qu'au nord-ouest de l'île de Kyu-Shu, au sud du Japon, des manœuvres conjointes étaient effectuées dans le même temps par les

armées américaine et japonaise ; elles avaient pour objet la protection de l'archipel et de ses îles les plus au sud face à une menace supposée chinoise.

Le regain de tensions dans la péninsule coréenne a pu surprendre. Il était cependant inscrit dans le prolongement de l'échec des discussions entre le Président Trump et Kim Jong-un, l'apparente absence de considération pour la situation dans la péninsule par la nouvelle présidence Biden, et l'observation des nombreux tirs de missiles intervenus au cours de l'année 2022. Il est notable que ceux-ci eurent lieu avant même l'arrivée au pouvoir du Président Yoon alors que son prédécesseur, le Président Moon, avait une attitude relativement bienveillante à l'égard de Pyongyang au point que sa recherche d'un dialogue intra-coréen a pu apparaître comme un signe de faiblesse, vue du nord. L'« initiative audacieuse » proposée par le nouveau Président sud-coréen, visant à une reprise des discussions sur la dénucléarisation nord-coréenne en échange d'une aide économique, a été rejeté d'un revers de la main par Kim Yo-jong, sœur du dirigeant nord-coréen, qui l'a qualifiée de « comble de l'absurdité » et a menacé le voisin du sud de « représailles mortelles » tout en indiquant à l'intention du Président Yoon : « on ne l'aime pas ».

Alors pourquoi en ce début novembre cette étape supplémentaire de la part de la Corée du Nord ?

L'exercice « Tempête vigilante » - un nom qui sonne naturellement mal aux oreilles nord-coréennes par son rappel d'autres « tempêtes » proche-orientales - a servi de prétexte. Celui-ci est certes de plus grande ampleur qu'habituellement mais les Etats-Unis et la Corée du sud procèdent régulièrement à des exercices conjoints et au vu du passé des tensions dans la péninsule, leur en faire reproche est un mauvais procès. A moins qu'il ne s'agisse de faire avancer l'idée d'une forme de « finlandisation » du sud de la péninsule, voire à terme du Japon, ou que le sentiment de forteresse assiégé prévalant à Pyongyang y hystérise les dirigeants. Par ailleurs il est probable que l'opération spéciale russe en Ukraine et la fin du 20^{ème} congrès du parti communiste chinois ont décomplexé Kim Jong-un. Enfin plusieurs événements passés n'incitent aucunement ce dernier au désarmement même partiel mais plutôt à la démonstration de sa force : le renoncement de l'Ukraine à son armement nucléaire sous garantie d'un accord international qui s'est avéré inopérant et la chute des leaders irakien puis libyen qui n'avaient pas l'arme nucléaire. Aussi est-il peu probable que les provocations nord-coréennes cessent dans les mois à venir et bien au contraire peut-on s'attendre à un essai nucléaire. Dans ce contexte il est vain d'attendre une avancée diplomatique entre les protagonistes dès lors que pour l'un l'armement nucléaire est un principe constitutionnel et une garantie de survie, et que pour l'autre la discussion devrait porter sur une dénucléarisation, ou à tout le moins une limitation du potentiel nucléaire. La situation est figée tout en étant instable.

En tout état de cause, la tragédie d'Itaewon et les agissements de la Corée du Nord

constituent le premier vrai test politique pour le Président Yoon. Elu en mars dernier et au pouvoir depuis le 10 mai, il ne dispose pas de la majorité à l'Assemblée Nationale et ne bénéficie pas d'un soutien massif de l'opinion. Aussi il est essentiel qu'il traverse cette période de difficultés sans dommage et montre à son belliqueux voisin qu'il n'est pas, comme la propagande de Pyongyang le suggère régulièrement de tout Président sud-coréen, une « marionnette » dans les mains américaines, ou qu'il ne soit pas « catégorisé » comme un va-t-en-guerre manquant de subtilité comme certains experts paraissent le suggérer en insistant a contrario sur la supposée rationalité nord-coréenne.